





**Etablissement de cahiers des charges et cahiers de prescriptions communes applicables à toutes les administrations de l'Etat.**

**RAPPORT**

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 18 décembre 1939.

Monsieur le Président,

Les dispositions relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics présentent pour l'économie nationale un intérêt considérable que souligne l'importance des marchés passés par les diverses collectivités publiques et notamment par l'Etat. Cependant, le décret du 18 novembre 1882 qui contient l'essentiel des règles applicables en cette matière n'a pu être encore adapté aux conditions économiques et aux problèmes nouveaux.

Les difficultés inhérentes à la période de guerre font apparaître actuellement comme inopportunes des modifications trop profondes au décret précité.

Des résultats appréciables peuvent cependant être attendus de la coordination des méthodes suivies pour l'établissement des cahiers des charges. L'extrême variété des cahiers des charges est en effet la marque et le résultat du défaut actuel d'unité dans l'action administrative. Pour y remédier, le décret ci-après donne d'abord des différents cahiers des charges et de leur contenu une définition précise. Il prévoit en outre la rédaction par les soins de la commission nationale des marchés publics de cahiers-types des clauses et conditions administratives générales dont les dispositions seront appelées à se substituer aux dispositions variées, actuellement adoptées par les diverses administrations. Toutes les divergences qui ne seraient pas rendues nécessaires par les exigences du service pourront ainsi disparaître des clauses administratives des marchés.

Une procédure analogue est prévue pour permettre la rédaction d'un cahier des prescriptions techniques communes, unique et applicable dans toutes administrations, chaque fois que les besoins à satisfaire dans les différents services seront identiques. Il est regrettable, en effet, que les clauses techniques afférentes à la même

prestation varient suivant le ministère qui commande la fourniture ou le travail. L'application de prescriptions unifiées permettra aux services d'obtenir des conditions plus avantageuses lorsqu'ils ne passent que des marchés de faible importance et fera disparaître des complications fort gênantes pour les fournisseurs et entrepreneurs.

Tel est l'objet, monsieur le Président, des dispositions destinées à permettre une meilleure exécution des marchés publics qui sont soumises à votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*  
ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et du ministre des finances,

Vu le décret du 18 novembre 1882;  
Vu le décret du 29 septembre 1939;  
Vu l'avis de la commission nationale des marchés publics;  
Vu les propositions du haut commissaire à l'économie nationale,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les cahiers des charges des marchés de l'Etat précisent les conditions dans lesquelles lesdits marchés sont passés et exécutés. Ce sont notamment:

1<sup>o</sup> Les cahiers des clauses et conditions générales fixant les dispositions administratives applicables à tous les marchés de fournitures ou à tous les marchés de travaux passés par le ministère ou le service intéressé;

2<sup>o</sup> Les cahiers des prescriptions communes fixant essentiellement les dispositions techniques applicables aux marchés portant sur une même nature de fournitures ou de travaux, ou passés par un même ministère ou par un même service spécialisé;

3<sup>o</sup> Les cahiers des prescriptions spéciales

fixant les clauses propres à chaque marché et comportant au besoin des dérogations aux cahiers des clauses et conditions générales et aux cahiers des prescriptions communes.

Art. 2. — La commission nationale des marchés publics établira pour les marchés de fournitures d'une part, et pour les marchés de travaux d'autre part, des cahiers-types des clauses et conditions administratives générales fixant les dispositions applicables à tous les marchés de fournitures ou à tous les marchés de travaux et qui pourront être imposés à toutes les administrations et services publics dans les conditions fixées à l'article 4 du présent décret.

Art. 3. — La commission nationale des marchés pourra également établir pour certaines catégories de fournitures ou de travaux un cahier-type des prescriptions techniques communes applicables à ces fournitures ou à ces travaux, unique pour toutes les administrations.

Art. 4. — Les cahiers-types des clauses et conditions administratives et les prescriptions techniques communes seront rendus applicables pour toutes les administrations et services publics par un arrêté signé par le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères et par les ministres intéressés.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:  
*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*  
ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.